

21/04/2009

ARRÊT N°

N° RG: 07/06386

JLE/AV

Décision déferée du 22 Novembre 2007 - Tribunal de Grande Instance de  
MONTAUBAN ( 07/0038)

Mme E.

SA Fournisseur X

représentée par Me Bernard DE LAMY

Compagnie d'assurance A

représentée par Me Bernard DE LAMY

C/

Mr N.

représenté par la SCP CANTALOUBE-FERRIEU CERRI.

Compagnie d'assurance G.

représentée par la SCP CANTALOUBE-FERRIEU CERRI

Distributeur Y

représentée par Me Bernard DE LAMY

Confirmation

Grosse délivrée

le

à

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

\*\*\*

COUR D'APPEL DE TOULOUSE

3ème Chambre Section 1

\*\*\*

ARRÊT DU VINGT ET UN AVRIL DEUX MILLE NEUF

\*\*\*

APPELANT(E/S)

Fournisseur X

représentée par Me Bernard DE LAMY, avoué à la Cour

assistée de Me SIMON,JOLLY,, avocat au barreau de TOULOUSE

COMPAGNIE D'ASSURANCE A

représentée par Me Bernard DE LAMY, avoué à la Cour

assistée de Me SIMON,JOLLY, avocat au barreau de TOULOUSE

INTIME(E/S)

Monsieur N.

représenté par la SCP CANTALOUBE-FERRIEU CERRI, avoués à la Cour

assisté de la SCP G.L. LARRAT & N. LARRAT, avocats au barreau de TOULOUSE

Compagnie d'assurance G.

représentée par la SCP CANTALOUBE-FERRIEU CERRI, avoués à la Cour

Distributeur Y

représentée par Me Bernard DE LAMY, avoué à la Cour

assistée de la SCP SIMON GUEROT JOLLY, avocats au barreau de TOULOUSE

COMPOSITION DE LA COUR

En application des dispositions des articles 786 et 910 du nouveau Code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 03 Mars 2009, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant J.L ESTEBE, vice-président placé, chargé du rapport. Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

C. DREUILHE, président

M.O. POQUE, conseiller

J.L ESTEBE, vice-président placé,

Greffier, lors des débats : C. COQUEBLIN

ARRET :

- contradictoire

- prononcé publiquement par mise à disposition au greffe après avis aux parties

- signé par C. DREUILHE, président, et par C. COQUEBLIN, greffier de chambre

FAITS ET PROCÉDURE

Monsieur N., assuré auprès de la compagnie d'assurance G., est propriétaire d'une

maison d'habitation à GOUDOURVILLE.

Dans la nuit du 28 au 29 décembre 2000, un incendie s'est déclaré dans son salon.

Le fournisseur X et la compagnie d'assurance G., aux fins de rechercher la cause de ce sinistre, ont saisi le juge de référés du tribunal de grande instance de MONTAUBAN qui, par ordonnance du 8 mars 2001, a ordonné une mesure d'expertise et désigné Monsieur AMRAM.

Cet expert a déposé son rapport le 31 août 2001.

C'est dans ces circonstances que le fournisseur X et la compagnie d'assurance G ont fait assigner devant le tribunal de grande instance de MONTAUBAN le fournisseur X et son assureur, la compagnie d'assurance A, en paiement de

81 282,92 euros de dommages et intérêts sur le fondement du rapport d'expertise judiciaire.

Par jugement du 28 novembre 2002, le tribunal, considérant le rapport de Monsieur AMRAM incomplet et le rapport de son sapiteur imprécis, a ordonné, avant dire droit, une nouvelle mesure d'expertise confiée à Monsieur ETIER.

En raison du décès de Monsieur ETIER, le tribunal a désigné Monsieur CROUZILLAC puis Monsieur ROBERT, qui a déposé son rapport le 23 octobre 2006.

Le tribunal, par jugement en date du 22 novembre 2007, a ensuite :

- rejeté la demande de nullité du rapport d'expertise présentée par le fournisseur X et son assureur, mais a écarté les conclusions de Monsieur ROBERT fondées sur les recherches et constatations du chef du sachant,
- déclaré le fournisseur X responsable du préjudice, et l'a condamnée in solidum avec la compagnie d'assurance A à payer 76 951,23 euros de dommages et intérêts à la la compagnie d'assurance G, et 4 331,69 euros à Monsieur N., sommes assorties d'intérêts légaux à compter du 7 février 2001,
- rejeté la demande de Monsieur N. relative à la prise en charge de ses frais d'expertise,
- condamné le fournisseur X et la compagnie d'assurance A à payer 1 800 euros à Monsieur N. et à la compagnie d'assurance G. au titre des frais non compris dans les dépens,
- condamné le fournisseur X et la compagnie d'assurance A aux dépens,
- autorisé l'exécution provisoire de sa décision.

Le fournisseur X et la compagnie d'assurance A ont fait appel de cette décision le 20 décembre 2007.

Le distributeur Y a ensuite déclaré intervenir volontairement à l'instance, au lieu et place du fournisseur X, dont elle a repris les activités de distribution d'électricité.

#### PRÉTENTIONS DES PARTIES

Le distributeur Y et la compagnie d'assurance A demandent à la cour de réformer le jugement entrepris, sauf en ce qu'il a écarté les conclusions de Monsieur ROBERT fondées sur les recherches et constatations du chef du sachant et de rejeter la demande de Monsieur N. concernant la prise en charge de ses frais d'expertise,

statuant à nouveau, de prononcer la nullité du rapport d'expertise et dire que sa responsabilité dans la survenance du dommage n'est pas établie, à défaut que seuls les dommages électriques peuvent être mis à sa charge et, ajoutant au jugement, de condamner in solidum Monsieur N. et la compagnie d'assurance G. au paiement de 3 000 euros au titre des frais non compris dans les dépens.

Monsieur N. et la compagnie d'assurance G. demandent à la cour de confirmer le jugement entrepris, sauf en ce qu'il a rejeté la demande de Monsieur N. en remboursement des frais de l'expert, statuant à nouveau, de condamner in solidum le distributeur Y et la compagnie d'assurance A au paiement de 3 521,42 euros à ce titre, et, ajoutant au jugement, de les condamner in solidum à leur payer 2 000 euros au titre des frais non compris dans les dépens.

Pour l'exposé des moyens des parties, il est renvoyé, en application de l' [article 455 du Code de procédure civile](#) , aux conclusions du distributeur Y et de la compagnie d'assurance A visées au greffe le 12 février 2009 et à celles de Monsieur N. et de la compagnie d'assurance G visées le 7 octobre 2008.

#### MOTIFS DE LA DÉCISION

- Sur les demandes principales, sur les dépens de première instance et sur les frais non compris dans ces dépens :

Le premier juge, par des motifs pertinents que la cour approuve, a fait une exacte appréciation des faits de la cause et du droit des parties.

Il suffit d'ajouter que :

- l'expert AMRAM a contradictoirement constaté que le câble de la borne neutre du boîtier de raccordement au réseau de distribution publique n'avait pas été dénudé et que le serrage avait été fait sur la gaine, que le contact avait alors été altéré par des phénomènes d'arcs électriques, qui avaient rongé le câble et provoqué des micro coupures,

- l'altération du câble du fait des arcs électriques n'a pu résulter de la seule utilisation pendant quelques heures, le lendemain de l'incendie, de divers appareils électriques par l'entreprise de décontamination B., car la puissance de ces appareils, qui n'a pu excéder celle délivrée au compteur de la maison, n'a donc pas été de nature à solliciter l'installation électrique de façon très différente de son utilisation habituelle,

- dès lors, les constatations de Monsieur AMRAM, et notamment celle relative à l'altération du câble du fait des arcs électriques, démontrent que la coupure fautive du neutre, imputable au fournisseur X, était antérieure à l'incendie et qu'elle s'est prolongée jusqu'après ce sinistre,

- Monsieur AMRAM, ainsi que l'APAVE, les experts des deux compagnies d'assurance, le cabinet SERI et le deuxième expert judiciaire, Monsieur ROBERT, ont tous affirmé ou démontré qu'un défaut de connexion du neutre avait eu pour conséquence une surtension de l'alimentation électrique de la maison, laquelle a d'ailleurs été constatée par le fournisseur X le surlendemain de l'incendie, et rien ne vient contredire de façon convaincante ces affirmations et ces démonstrations,

- en particulier, le fait que l'installation électrique de la maison de Monsieur N. n'a pas disjoncté est le signe de l'absence de court circuit ou d'un défaut de protection privative, et n'est pas nécessairement exclusif de la surtension à laquelle les experts ont conclu,

- de la même façon, le fait que l'électricien de l'entreprise H., intervenu le lendemain de l'incendie, n'a pas jugé nécessaire de faire intervenir le fournisseur X en urgence

signifie simplement qu'il n'a pas mesuré la tension de l'installation,

- de la même façon encore, aucune conséquence ne peut être tirée du fait que la société B. n'a constaté aucun départ d'incendie sur ses machines, puisque, d'une part, il ne peut être exclu qu'elles avaient des puissances semblables et que Monsieur ROBERT a expliqué dans son rapport que le dégagement de chaleur en cas de surtension est proportionnel avec l'écart de puissance entre les appareils utilisés, d'autre part que Monsieur N. n'a lui même pas été victime de l'incendie immédiatement après le branchement de son installation électrique et qu'ainsi, sa situation étant identique de ce point de vue avec celle de l'entreprise B., l'absence de dommage immédiat sur les appareils de cette société n'apporte rien à la solution du litige,

- ensuite, le procès verbal établi par les experts des parties a relevé que la surtension a occasionné des dommages aux appareils électriques (téléviseur, décodeur, magnétoscope) et a provoqué un échauffement d'où est né l'incendie, qui s'est développé dans le séjour, au niveau de ces appareils,

- Monsieur ROBERT, pour sa part, même s'il a indiqué que la recherche des causes du sinistre était impossible, puisqu'il n'avait pu examiner les appareils électriques et que la maison avait été refaite, a, sur la base des documents en sa possession, et après avoir démontré que la surtension résultant de la coupure du neutre pouvait provoquer un dégagement de chaleur égal au triple de ce que les constructeurs prévoient pour leur matériel en tenue à la chaleur, conclu son rapport en affirmant qu'à son avis, c'était 'la rupture du neutre du fournisseur X qui a généré, par la surtension occasionnée, l'incendie par le téléviseur, le magnétoscope ou le décodeur de la société C.', et il est arrivé à cette conclusion sans faire référence, ni explicitement ni implicitement, aux éléments qu'il a tirés de l'examen non contradictoire du circuit imprimé auquel il a procédé, si bien que cet avis garde toute sa portée, dans la limite qui est la sienne, puisque l'expert a conclu plus à une probabilité qu'à une certitude,

- Monsieur N. a toutefois déclaré aux enquêteurs qu'il avait été réveillé par les crépitements du téléviseur, resté en mode veille, et ces déclarations, même si elles émanent de la victime, apparaissent suffisamment probantes, dans la mesure où elles ont été faites par un néophyte en matière électrique, à un moment où il ignorait qu'une surtension pouvait être en cause dans la naissance de l'incendie,

- or, ces crépitements du téléviseur juste avant le départ du feu confirment que c'est bien la surtension qui, en endommageant cet appareil, a provoqué l'incendie,

- certes, la mise à feu de ce téléviseur implique la défaillance de son système de protection, ainsi que celle de la protection privative évoquée plus haut, mais l'incendie ne se serait pas produit sans la surtension, si bien que la faute imputable au fournisseur X est en relation avec l'ensemble des préjudices subis par la victime.

La décision entreprise sera donc confirmée, sauf à préciser que le distributeur Y est désormais aux droits du fournisseur X.

- Sur les dépens d'appel et sur les frais non compris dans les dépens d'appel

Les dépens d'appel seront supportés par le distributeur Y et la compagnie d'assurance A et leur demande relative aux frais non compris dans les dépens sera, de ce fait, rejetée.

D'autre part, il est équitable de condamner le distributeur Y et la compagnie d'assurance A à payer solidairement la somme totale de 2 000 euros à Monsieur N. et à la compagnie d'assurance G. au titre des frais non compris dans les dépens.

PAR CES MOTIFS

La cour,

Confirme le jugement entrepris, sauf à préciser que le distributeur Y est désormais aux droits du fournisseur X ;

Et, y ajoutant,

Condamne le distributeur Y et la compagnie d'assurance A à payer 2 000 euros à Monsieur N. et à la compagnie d'assurance G. au titre des frais non compris dans les dépens ;

Rejette la demande du distributeur Y et de la compagnie d'assurance A relative aux frais non compris dans les dépens ;

Condamne solidairement le distributeur Y et la compagnie d'assurance A aux dépens ;

Autorise la SCP CANTALOUBE-FERRIEU CERRI., avoué à recouvrer directement les dépens d'appel dont elle a fait l'avance sans en avoir reçu provision.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT